

17 novembre 2017

Reste à charge zéro, mythe ou réalité ? Les chiffres en Occitanie

A l'aune de la promesse gouvernementale d'un reste à charge (*) zéro d'ici la fin du quinquennat, la Mutualité Française a réalisé une étude « Place de la Santé, l'Observatoire », afin de nourrir le débat public. Pierre-Jean Gracia, Président de la Mutualité Française Occitanie a présenté hier à Montpellier la réalité régionale du reste à charge en optique, audioprothèse et dentaire.

(*) **Le reste à charge** correspond au montant qui reste à la charge de l'assuré social après le remboursement de l'assurance maladie obligatoire et de la complémentaire santé.

Ce qu'il faut retenir :

- La moyenne des restes à charge plus faible en Occitanie qu'en France mais des disparités territoriales fortes.
- De façon globale le reste à charge est très dépendant de l'endroit où l'on habite en Occitanie.
- Un taux de précarité supérieur à la moyenne nationale.

Optique :

Le reste à charge moyen en Occitanie est de 121 euros, en dessous de la moyenne nationale qui est de 167 euros : 139 euros en Hérault allant jusqu'à 140 euros en Lozère contre 114 euros dans l'Aude et 4 euros seulement en Ariège, record national. « *La part moyenne liée au remboursement de la sécurité sociale s'élève à 4%, celle des complémentaires santé à 60% le reste étant pris en charge par les ménages* » témoigne Pierre-Jean Gracia, Président de la Mutualité Française Occitanie.

Audition :

Les restes à charge moyens sont importants, au-dessus de la moyenne régionale de 831 euros, notamment pour les Pyrénées-Orientales avec 901 euros de reste à charge en moyenne. Le coût moyen national d'un audioprothèse sur l'Occitanie, s'élève à 1 497 euros contre 1 526 euros au niveau national. « *La prise en charge est faible pour les populations concernées, essentiellement les plus de 75 ans, accentuée par la rareté des professionnels de santé dans le domaine* ».

Dentaire :

Les restes à charge sont maîtrisés et en dessous de la moyenne nationale. Le coût moyen d'une prothèse dentaire s'échelonne entre 404 euros dans le Gard et 437 euros dans les Hautes-Pyrénées. A noter, un vrai problème de répartition des dentistes sur le territoire.

Pierre-Jean Gracia ajoute enfin que « *les réseaux de soins que les mutuelles souhaitent développer font baisser sur certains postes le reste à charge de 30%* ».

Le reste à charge au niveau national, quelques chiffres :

- Le reste à charge (*) a augmenté de 40%, passant de 11,7 à 16,7 milliards d'euros, notamment à cause des dépenses de santé.
- La part remboursée par les complémentaires santé est passée de 14,6 milliards à 26 milliards d'euros (+80%)
- La part des acteurs dans le remboursement reste constante, autour de 77% pour l'assurance maladie, 14% pour les complémentaires et 8% pour les ménages.

La Mutualité Française souhaite faire vivre le débat en santé. D'ici la fin de l'année, elle fera des propositions aux pouvoirs publics afin d'atteindre cet objectif de reste à charge maîtrisé. Emmanuel Macron est invité au Congrès de la Mutualité les 12, 13, 14 et 15 juin 2018 à Montpellier. Il pourrait se servir de cette tribune pour communiquer sa décision.

A propos de la Mutualité Française Occitanie :

La Mutualité Française Occitanie est un acteur incontournable de la politique de santé sur la région. Elle participe activement au maintien d'une protection sociale solidaire, d'un accès aux soins pour tous et à l'évolution de notre système de santé. Son rôle est aussi d'accompagner les mutuelles, notamment en favorisant le militantisme de proximité et en donnant aux élus mutualistes les moyens d'exercer leur engagement (formation, information...). La Mutualité Française participe au développement et à la promotion de l'économie sociale et solidaire en région.

La Mutualité Française Occitanie rassemble et représente :

- 179 mutuelles, soit 3 200 000 personnes protégées.
- C'est aussi plus de 430 Services de soins et d'accompagnement mutualistes : cliniques, centres d'optique, centres dentaires, crèches, EHPAD
- Plus de 600 actions par an de prévention et promotion de la santé, dédiées au grand public et aux adhérents mutualistes.
- Chaque année, plus de 30 000 personnes participent à ces actions gratuites.